

ASSOCIATION POUR UN AVENIR VIVABLE

<http://www.avenirvivable.ouvaton.org>

LE JOURNAL

Koumba Tandjigora et le racisme institutionnel européen

Koumba Tandjigora est l'héroïne d'un film documentaire (*La Mort du Dieu Serpent*) par Damien Froidevaux présenté cette année (2015) au Cinéma du Réel, aux Etats généraux du film documentaire et dans une kyrielle d'autres festivals et projections publiques.

Le film relate en partie la difficile intégration de Mlle Tandjigora dans son pays de naissance (le Sénégal oriental soninké) qu'elle avait quitté à l'âge de deux ans pour grandir en France mais vers lequel elle a été expulsée dix-huit ans plus tard suite à une bagarre de rue dans le quartier de Marcadet Poissonniers, Paris 18ème.

Le film relate en même temps les relations en accordéon entre Mlle Tandjigora et la caméra ainsi qu'avec la personne derrière la caméra. Par un côté, c'est un film impossible, car on voudrait, nous le public, le cinéaste, certainement l'héroïne, que cela se termine bien, que Koumba puisse revenir en France, rejoindre sa famille, et commencer enfin à vivre une vie quelque peu réfléchie et ordonnée. Mais cette fin heureuse est barrée par les mêmes aveuglements politiques qui ont produit son expulsion et le parcours que le film esquisse – maladie, dépression, guérison et retrouvailles apaisées avec sa famille et sa culture paysanne – suggère fortement une vivisection exécutée sur une âme vivante dans une prison à ciel ouvert. Une « Île du Docteur Moreau » pour êtres humains.

Le film et le cinéaste ont reçu de nombreux éloges, le dossier de presse diffusé par l'entreprise de production en témoigne en partie. On glose sur les relations complexes entre « filmeur et filmée », on note l'ambiguïté et la périlleuse trajectoire casse-gueule du tournage et du cinéaste. Et, trompette un analyste de la plus haute perspicacité, ce film est « politique » car il donne un visage humain à la politique du chiffre et aux expulsés.

Peut-être. Mais on serait bien tenté d'ajouter : « et alors ? ». Nous vivons depuis 2010 – 2011, la période du « changement de régime » en Libye, de la guerre au Syrie, de l'oppression renforcée des Érythréens une accélération des mouvements de populations autour du monde arabe et du Moyen Orient. En même temps, la guerre au Mali, la pauvreté sans espoir de s'en sortir qui règne massivement dans toute l'Afrique sub-saharienne contribuent à pousser les jeunes à partir, pour peu qu'ils aient un peu d'imagination, d'ambition et de moyens. Le résultat, la forteresse Europe est prise d'assaut. Des dizaines de milliers de personnes arrivent à franchir les barrières, malgré les barricades administratives et physiques qui sont dressées contre eux. Et la machine à expulser fonctionne à plein régime sous Valls et

Hollande comme elle a fonctionné sous Sarkozy. L'opinion publique gémit de peur, engluée dans un capitalisme qui peine à trouver un nouveau souffle, une fois épuisés les effets de la mondialisation et de la délocalisation. La menace de l'extrême droite fait trembler dans leurs bottes tous les républicains démocrates qui ne cessent de pleurer sur leur incapacité à trancher entre les valeurs humanistes, dites européennes, et les pratiques d'expulsion et d'exclusion, tout aussi européennes. S'il fallait décider ce qui définit l'Europe aujourd'hui, ses valeurs annoncées ou ses pratiques appliquées, le choix irait de soi. Et pour une fois ce n'est pas l'Allemagne qui est sur la ligne la plus aveugle et brutale, mais plutôt la France et l'Angleterre. Dans son ensemble, l'Europe d'aujourd'hui n'est qu'une fédération d'états policiers hantée par le maintien de sa sécurité et la défense des privilèges relatifs de ses peuples par rapport au reste du monde.

Les voix discordantes sont peu nombreuses et trop faibles – des initiatives anciennes, comme les communiqués de presse du Mrap, ou nouvelles, comme la volonté affichée chez certains jeunes d'héberger des migrants sans papiers – existent mais peinent à rassembler. Une manifestation de plus d'un millier de personnes sur la question devient exceptionnelle. C'est peu face au poids écrasant des mouvements réactionnaires dans les médias et le champ politique.

D'où la profonde irritation et insatisfaction que produit ce film. Sans nier la réalité de son engagement auprès de son sujet, et la force des tiraillements qu'il a dû ressentir, il met en avant, comme presque toujours dans le documentaire français, les affres de l'ego du cinéaste en train de batailler avec un sujet humain qui souffre et un sujet politique qui le dépasse. Cela permet à la communauté documentaire de s'identifier comme un seul homme à ces souffrances et de noter religieusement comment elles deviennent le « sujet » même du film. Mais par rapport à l'étendue du désastre, par rapport à l'emprise de la réaction raciste sur les attitudes et les pratiques de peuples et d'États entiers, par rapport à un quelconque début de réponse, le film ne donne aucune arme, aucun levier, ne serait-ce qu'un début d'outil de réflexion.

Est-ce trop de demander à un film de permettre de comprendre les causes d'un phénomène et non pas simplement de se contenter de capter ses effets ? Voire de montrer un début de réaction autrement que de dire : « tiens, on va voir ce qu'elle devient, la copine expulsée ». Derrière, il y a tout le débat sur la responsabilité que porte un cinéaste lorsqu'il aborde une question politique lourde, et l'ancienne question de déterminer qui profite de l'échange filmé.

Michael Hoare
Association pour un avenir vivable
<http://www.avenirvivable.ouvaton.org>